

## Newsletter n°14 : Mercosur, crise du sucre, PAC 2020 en standby, aides contracycliques sur le lait US, dumping, guerres civiles en Afrique

---

Bonjour,

[L'accord UE-Mercosur qui vient d'être signé mais reste à ratifier est-il le baroud d'honneur mondialiste d'une Commission sortante ?](#) Pourquoi maintenant ? **Et surtout pourquoi s'engager avec un Président brésilien qui a juste refusé d'organiser la COP 25, a relancé la déforestation et réautorisé 239 molécules dont la plupart sont d'usage interdit en Europe ?** Les secteurs de la viande et du sucre attendent au contraire des solutions et une visibilité pour se projeter dans l'avenir.

C'est d'ailleurs le sujet de [l'étude « une politique sucrière européenne à reconstruire »](#) que nous venons de rendre public. Nous retraçons l'histoire de la politique sucrière pour constater que la réforme de 2006 avait abouti à un résultat satisfaisant et que la décision de supprimer les quotas ne répondait pas à une pression internationale. **Au vu des politiques fortes chez les principaux pays producteurs, l'Union européenne est la seule à vouloir se frotter « au cours mondial » qui est de fait le prix à l'export du Brésil.** On montre qu'avec un volant stabilisateur de 16 millions de tonnes de sucre, soit l'équivalent de 0.34% de la consommation annuelle de pétrole, on éviterait le yoyo des prix, de quoi inciter à penser la flexibilisation des politiques de biocarburants.

Pouvoir aider l'offre à s'ajuster à la demande restera un objectif des politiques agricoles efficaces, car comme le rappelle [Thierry Pouch la « loi des débouchés » de Jean-Baptiste Say est largement invalidée.](#) La crise du sucre consécutive de la fin des quotas en offre une démonstration d'autant plus cocasse que ce dernier était le frère de Louis Say, fondateur des sucreries Say au début du XVIIIème siècle qui furent intégrées au groupe Béghin-Say racheté au début des années 2000 par la coopérative Tereos.

La PAC actuelle est à bout de souffle et même si l'action du Parlement européen a permis quelques améliorations en matière de gestion de crise, la proposition de la Commission était trop tardive et trop dans la continuité de la réforme précédente pour avoir une chance d'aboutir. C'est le constat que l'on tire de [l'article très détaillé d'Aurélié Trouvé](#) qui dresse, au moment du changement de mandature, l'état d'avancement d'une négociation de la PAC 2020 qui aurait besoin d'un reboot.

Heureusement pour éviter l'accumulation de mauvaises nouvelles, il y a la politique agricole américaine : au pays de l'Oncle Sam, on y trouve des solutions pour répondre aux problèmes agricoles ! C'est le cas du secteur laitier qui grâce au nouveau Dairy Margin Program (DMP) verra [les éleveurs recevoir des aides contracycliques dès que le prix du lait passera en dessous d'environ 350 € par tonne de lait](#). De quoi couvrir les coûts de production, surtout pour les fermes de moins de 200 vaches qui seront avantagées par rapport aux plus grandes fermes.

Les prix agricoles ne convergent pas spontanément vers leur niveau d'équilibre, mais au contraire sont marqués par de longues phases de dumping et de brefs épisodes de flambée quand la sécurité alimentaire est en jeu. C'est [la conviction de Karen Hansen-Kuhn et Sophia Murphy dans un article publié par l'IATP](#) où elles appellent à reprendre la définition de dumping du GATT et à abandonner celle de l'OMC. Selon elles, la première est plus satisfaisante car elle prend en compte les coûts de production alors que la seconde s'intéresse seulement à la différence de prix d'un produit entre le marché domestique et l'exportation. La question du dumping mérite de renouveler l'approche actuelle du commerce international et des politiques agricoles car elle porte préjudice aux producteurs locaux, aux agriculteurs étrangers et aux objectifs environnementaux.

Enfin, dumping toujours, nous nous sommes intéressés aux [travaux de Mathieu Couttenier](#) qui démontre que les prix agricoles bas sont des facteurs de déstabilisation des Etats africains. Les émeutes de la faim comme le printemps arabes ont montré les risques liés à des prix trop hauts, mais l'inverse n'est pas bon non plus : les pertes de revenus liées aux activités agricoles augmentent les risques de conflit, et la survenue de ces conflits est plus importante dans les zones les plus intégrées aux échanges internationaux.

Bonne lecture !